VIOLENCES CONTRE DES FÉMINISTES EN FRANCE

Nous sommes membres d'associations féministes universalistes. Notre idéal est humaniste, et nos méthodes pacifiques : nous nommons des problèmes, proposons des solutions, appelons au dialogue.

Au lieu de répondre à nos arguments par d'autres arguments, on nous attaque violemment en tant que personnes.

Par exemple, nous sommes abolitionnistes de la prostitution. On nous traite d'« abolo », comme si c'était une insulte, et nous savons que des militant·es vont dans des manifs pour « casser de l'abolo ».

On nous traite de « transphobes » ou de « terfs », une insulte fabriquée, alors que notre position sur les trans est claire : « Les personnes trans ont droit au respect de leur choix. Elles-mêmes doivent respecter les droits et les choix des femmes. » (point 9 du manifeste fondateur du Front féministe international)

Ces violences — agressions physiques, menaces de mort ou de viol — sont des délits.

L'artiste et militante Ana Minski a établi un recensement de violences contre des féministes commises en France entre 2014 et 2025. Elle a écrit ce texte pour soutenir Blandine D., féministe engagée, accusée de transphobie, et pour dénoncer le climat délétère de certains milieux militants.

Voici la liste émanant de membres françaises du Front féministe international.

Cette liste est classée par ordre chronologique de la première violence signalée par un groupe féministe, puis suivent des violences relatées par le même groupe. Les liens renvoient à un texte plus détaillé.

1/ Zéromacho, 2014, Toulouse

Des soutiens de la prostitution agressent des membres de Zéromacho à Toulouse, pendant une manifestation de défense du droit des Espagnoles à l'avortement, le 1er février 2014.

Quatre hommes membres de Zéromacho participent avec leur banderole à la manifestation de soutien aux Espagnoles pour le droit à l'avortement, menacé par une loi répressive.

À 15h, rue de Metz, une vingtaine de personnes, en grande majorité des hommes, dont certains ont le visage masqué par une écharpe, se présentant comme membres du STRASS (syndicat du travail sexuel), les insultent, les menacent, leur arrachent la banderole et la volent.

Couvrant les slogans de la manifestation, une femme hurle dans un mégaphone : « Solidarité avec les putes du monde entier ».

Pierre, membre de Zéromacho, 8 mars 2023, Marseille

« J'ai 44 ans, je suis intermittent du spectacle, travailleur social dans les quartiers nord de Marseille et militant pour l'abolition de la prostitution. À la manif "Marseille 8 mars 2023 – Assemblée féministe", au Vieux-Port, vers 17h30, je portais une pancarte "Prostitution, viols, féminicides : abolissons les violences masculines". Pendant une quinzaine de minutes, j'ai discuté avec des connaissances, et pas mal de gens ont pris mon slogan en photo, puis j'ai été interpellé par quatre femmes d'une vingtaine d'années très agressives se disant "TDS". On m'a demandé qui j'étais pour dire ce qui était écrit sur ma pancarte, on m'a dit que je n'avais rien à faire ici. J'ai été traité de "relou", on m'a dit que je "niquais le business". On m'a poussé, ma pancarte m'a été arrachée des mains et a été réduite en miettes. Un homme m'a crié de loin "Va niquer tes morts !" Une minute plus tard, alors que je tentais de rassurer ma petite fille qui tenait sa pancarte "Même les princesses pètent", un homme m'a donné un coup d'épaule pour me faire comprendre que je devais partir plus vite. Cela s'est produit au milieu d'une foule. Personne n'est venu prendre ma défense. »

2/ Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (FDFA), **2018, Nanterre**

Agression et obstruction d'un atelier de FDFA, 30 août 2018**.** Il portait sur les thèmes « Vers une conquête humaine : la désemprise masculine » et « La femme handicapée, otage des religions », lors du 8e Congrès international de recherches féministes dans la francophonie à l'université de Nanterre ; thème général — « Espaces et enjeux des savoirs féministes : réalités, luttes, utopies ».

Cet atelier a été perturbé par des personnes se réclamant du STRASS. Celui-ci avait obtenu une place considérable, sous l'appellation de « Féminisme pute », dans le programme du congrès : neuf heures réparties en six tranches horaires pour un colloque de cinq jours. Aucune plage de temps n'avait été laissée à une parole abolitionniste.

A la suite du meurtre, le 17 août 2018, de Vanesa Campos, personne prostituée péruvienne dans le bois de Boulogne, elles reprochaient à FDFA et à Zéromacho d'avoir soutenu la pénalisation des clients dans la loi du 13 avril 2016 qui, selon elles, est à l'origine de la vulnérabilité supplémentaire qu'elles disent subir. Elles nous ont traitées d'« assassins ».

La sécurité n'était pas assurée. Les organisatrices ne nous ont pas soutenues.

3/ L'Amazone, 2020, Paris

août 2020, le squat l'Amazone ouvert par Marguerite Stern dans le 12e arrondissement de Paris est vandalisé par des transidentitaires. Nos collages à la mémoire de femmes assassinées sont arrachés, et des bites sont taguées sur les murs. Des transidentitaires investissent les lieux et y organisent une partouze.

7 mars 2021, lors de la manifestation à l'occasion de la Journée internationale des femmes, place de la République, à Paris, des membres des Amazones et du CAPP ont été insultées, menacées, certaines frappées par des militantes « antifascistes contre l'islamophobie », des pro-prostitution et des transidentitaires. On nous a lancé des œufs, on a tagué sur le piédestal de la statue « SAUVE 1 TRANS BUTE 1 TERF » et on a crié « une TERF, une balle, justice sociale ».

20 novembre 2021 (à l'occasion du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes) : tout au long de la marche organisée par NousToutes à Paris, intimidations par des tags appelant à la mort des « TERFs ».

8 mars 2022 Les Amazones et le collectif Résistance lesbienne subissent cinq agressions préméditées : insultes, coups, pancartes arrachées, menaces, vaporisation au visage de peinture à la bombe. Nous déposons plainte, sans nouvelles à ce jour.

24 septembre 2022, place de la Fontaine des Innocents (aux Halles, à Paris), lors du rassemblement en soutien aux Iraniennes, intimidations par des militant.es transidentitaires contre des activistes de l'Amazone.

28 septembre 2022, marche à l'occasion de la Journée mondiale pour le droit à l'avortement, au départ de la place de la Bastille, à Paris. Agression des Amazones par une horde d'adolescentes criant « Y en a marre de cette société qui ne respecte pas les trans, les gouines et les pédés ! » La pancarte « Avorter m'a sauvé la vie » nous est arrachée ; coups, insultes et menaces. La police, le service d'ordre et les organisatrices refusent d'intervenir. L'une des organisatrices arrache le téléphone d'une des militantes de l'Amazone et le tend aux agresseuses. Deux hommes du service d'ordre déclarent à une femme (Noire) de l'Amazone qu'elle n'a rien à faire là. Les jours suivants, le collectif organisateur Avortement-les femmes décident refuse de présenter des excuses et prétend que nous avons menti. D'autres organisations féministes prétendent que c'est nous qui sommes allées provoquer le cortège LGBT.

19 novembre 2022 : marche organisée par NousToutes à l'occasion du 25 novembre. Des militantes de l'Amazone se rendent à la marche sans pancarte indiquant l'Amazone, sans signe distinctif. Rapidement, elles sont repérées, pointées du doigt, suivies par des hommes transidentifiés qui envoient une bande d'adolescentes les provoquer. Elles réussissent à échapper à leur surveillance en s'enfermant dans un hall d'immeuble.

En outre, cyber-harcèlement, diffamation et menaces régulières ; collages de l'Amazone (à Paris et ailleurs) régulièrement arrachés, vandalisés, parfois avec des menaces.

4/ Encore féministes !

7 mars 2021, lors de la manifestation à l'occasion de la Journée internationale des femmes, place de la République, à Paris, au cours de laquelle des membres des Amazones et du CAPP ont été agressées (voir ci-dessus), des membres de Encore féministes ! qui se trouvaient au pied de la statue avec leur banderole ont été insultées et menacées par des dizaines de personnes pro-prostitution et transprosélytes. Ils nous ont lancé des œufs, ils ont tagué sur le piédestal de la statue « SAUVE 1 TRANS BUTE 1 TERF » et crié « une TERF, une balle, justice sociale ».

5/ CEL, 2021, Marseille

Le Centre Evolutif Lilith (CEL), est une association lesbienne non-mixte de Marseille qui a toujours affirmé ses valeurs humanistes, en luttant contre toute forme de discrimination et en défendant les droits des lesbiennes et des femmes en général.

En janvier 2020, le CEL a modifié ses statuts concernant les conditions d'adhésion : « L'association est ouverte à toute femme née de sexe biologique féminin. » Cette décision a été prise après avoir appris que des associations lesbiennes avaient subi des agressions et du harcèlements par des groupes transactivistes.

En **mars 2021**, le CEL est exclu du comité de pilotage de la Pride Marseille, à cause de ce changement des statuts et à cause de nos positions abolitionnistes et contre la GPA. Le collectif Rainbowshlag demande à la Maison départementale de luttes contre les discriminations l'exclusion du CEL du mois de lutte contre les LGTBQIphobies.

La mairie et le département, qui nous subventionnent, ont subi des pressions pour nous sanctionner. Nous avons été convoquées par ces deux instances pour justifier nos positions face à notre transphobie supposée.

Alors que toutes les associations LGBTQIA+ sont financées par les pouvoirs publics, notre demande de subvention a été refusée par la ville de Marseille pour l'année 2022.

Pendant la manifestation du 8 mars 2022, un groupe de jeunes gens cagoulés nous prend à partie, le ton monte et notre pancarte avec le slogan « Non à la marchandisation du corps des femmes – Ni GPA pseudo éthique – ni prostitution » est arrachée et détruite.

Le **28 septembre 2023**, Journée internationale pour défendre le droit à l'avortement, le CEL était signataire de l'appel à se rassembler sous l'Ombrière du Vieux-Port avec plusieurs associations féministes, syndicats et partis politiques.

Lors de la prise de parole de Daniela Levy pour OLF13, de jeunes militants de « Marseille 8Mars » se sont mis à hurler « TERFS hors de nos luttes », « TERFS – Fachos, dégagez ! », couvrant sa voix. Des féministes ont essayé de les faire taire, sans succès ; au contraire, le ton montait, et ils se faisaient plus menaçants, levant des doigts d'honneur en notre direction.

En conclusion

Le CEL est exclu de la communauté LGBTQIA+ à cause de sa non-mixité et de ses positions féministes.

Nous ne pouvons plus participer à la Marche des Fiertés ou à la Journée de visibilité lesbienne sans risquer d'être violemment agressées.

Une partie de la communauté LGBTQIA+ fait pression sur les pouvoirs publics pour que nous n'ayons plus de subventions, pour que nous soyons exclues de tous événements, de tous lieux publics. Pour nous silencier, pour nous détruire.

Nous trouvons du soutien auprès des associations féministes marseillaises qui partagent nos valeurs mais, même pour les manifestations du 8 mars, du 25 novembre et d'autres, nous manifestons la peur au ventre, et nous censurons nous-mêmes en sélectionnant nos slogans par crainte d'agressions.

6/ émission Femmes libres, 2021, Paris

Nous avons subi des intimidations quand nous avons invité des représentantes d'Ypomoni. Extraits d'un courriel reçu le 29 décembre 2021

« Je pense qu'il est serait souhaitable de retirer de votre programme l'intervention du groupe transphobe Ypomoni, […] Une brève lecture du texte publié sur leur site

que vous mettez en lien me glace le sang face à toute la transphobie qu'on y trouve (notamment aussi par l'emploi de termes tels que "idéologie de genre" et "de trans" qui nient des décennies de recherche et de vécus, la citation de personnes issues de la LGB Alliance qui est non seulement transphobe mais œuvre également contre le droit à l'avortement [...] »

Ayant invité Vanina le 31 mai 2024 pour son ouvrage *Les Leurres postmodernes contre la réalité sociale des femmes*, l'animatrice de l'émission Hélène Hernandez a été traitée de transphobe. Le livre de Vanina à la librairie Publico a disparu : volé une fois (plusieurs exemplaires, caché d'autres fois, mis sous les étagères).

7/ Collectif Féminicides par Compagnons ou Ex, 2022

Depuis 2016, nous tenons à jour un décompte des féminicides conjugaux.

En 2019, suite à un accord avec Caroline De Haas qui nous avait sollicitées, ce décompte a été relayé par son collectif jusque dans la nuit du 1er janvier 2022. Alors que nous avions remis le compteur à zéro pour la nouvelle année, nous avons été attaquées sur les réseaux par des membres de Nous Toutes, nous demandant si nous allions « enfin compter les femmes trans », nous accusant de les exclure de notre recensement, ainsi que les femmes des DOM-TOM, ce qui est faux. Ces personnes n'ont même pas pris la peine de consulter nos cartes.

Nous leur avons répondu qu'il n'y avait eu aucun meurtre conjugal de « femme trans » depuis 2016. Mais ils ont insisté en multipliant des messages nous traitant de transphobes et d'extrême droite. Nous avons répondu que « leur masculinité toxique antérieure était encore bien présente ». Nous avons alors été bannies par Nous Toutes, et la majorité de la presse a rapporté que nous avions eu des propos « transphobes ». Un groupe (de trans) a créé un autre recensement appelé « Inter Orga Féminicides » et s'est mis à recenser sur les réseaux sociaux tous les meurtres de femmes et de filles comme féminicides, augmentant le chiffre et effaçant ainsi le sujet des violences conjugales. C'est le nombre relayé désormais par Nous Toutes.

Ceci a entraîné une grande confusion dans la presse qui ne sait plus quel chiffre relayer, alors que presque tous leurs articles ne traitent que des féminicides conjugaux. En effet, le féminicide hors conjugalité est extrêmement rare en France, si l'on s'en tient à sa définition, à savoir la dimension misogyne du crime.

8/ 44 Vilaines Filles, Nantes, 2025

Nous subissons depuis quelques années une perte dramatique de nos espaces féministes dans lesquels échanger et nous organiser, une baisse de nos subventions, une diminution de la portée de nos messages et de nos voix, des attaques de plus en plus régulières de nos associations, féministes et lesbiennes. Cela prend naissance sur les réseaux sociaux, mais aussi en manifestations et au sein d'événements, par des agressions verbales et physiques.

Les 44 Vilaines Filles ont intégré le bureau de La Maison des Femmes - Simone de Beauvoir de Nantes et sont membres du Collectif droits des femmes Nantes, qui groupe les associations féministes universalistes et l'inter-syndicale femmes CGT - FSU - Solidaires. Cela fait des années que nous préparons ensemble les temps forts du 8 mars et du 25 novembre. Nous y sommes très actives.

En 2025, le collectif n'a pas été activé pour le 8 mars. Seule l'intersyndicale a appelé à la préparation en ignorant complètement ce cadre qu'elle a contribué à créer.

Conséquence, la Maison des Femmes d'une part et Les 44 Vilaines Filles d'autre part n'ont pas été invitées. Renseignements pris, ce n'est pas une erreur : c'est volontaire. Première version, du fait de notre position abolitionniste de la prostitution. Deuxième version, du fait de la non-inclusion des personnes trans par les 44 Vilaines.

Résultat, les femmes ne veulent plus aller en manif ; trop peur des agressions.

Comme ailleurs, à Nantes, il y a 2 manifs en tension.

Et bien sûr les 44 Vilaines sont interdites de Pride.

9/ Bagdam, Toulouse, 2025

En avril 2025, l'association toulousaine Bagdam Espace lesbien et son festival presque trentenaire, *Le Printemps lesbien*, sont la cible d'une campagne d'une grande violence de la part d'un collectif local « anarcha-féministe et de lutte antipatriarcale », nommé Bagarre.

Les écrits et prises de position de Bagdam sur son site et sa page Facebook sont scrupuleusement examinées, et celles qui ne correspondent pas à leur idéologie recensées sous le titre « Merdes de Bagdam » et dénoncées par un tract intitulé « Bagdam organise un printemps lesbophobe ».

La synthèse de cette « étude » est résumée par les formules suivantes en lettres capitales : BAGDAM EST TRANSPHOBE ET TRANSMISOGYNE - BAGDAM EST PUTOPHOBE - BAGDAM EST SIONISTE - BAGDAM EST ISLAMOPHOBE. Avant la distribution publique du tract, un message a été envoyé à certaines invitées et partenaires du Printemps lesbien les invitant à quitter le festival.

Les conséquences de cette campagne (outre le stress ressenti par les organisatrices et les invitées) : 4 événements annulés, 2 événements « désolidarisés », 1 événement délocalisé par peur d'une incursion de Bagarre, 2 bénévoles démissionnaires, perte de public évaluée à 300 entrées.

Ceci dit, ce fut un magnifique et mémorable Printemps !